



RESTITUTION

« Votre Europe durable en 2030 »

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ

Le 9 juin 2018, le ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) a demandé à des citoyens d'imaginer **quelle serait leur Europe durable en 2030**.

A cette fin, trois panels de 15 citoyens, sélectionnés par un institut de sondage, ont travaillé simultanément à Bordeaux, Dijon et Montreuil, en s'appuyant notamment sur les objectifs de développement durable (ODD).



Les résultats de ces trois ateliers « projectifs » ont fait l'objet d'une présentation à Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, le 5 juillet 2018.

Les citoyens ont présenté leurs propositions :

- . pour une **Europe sociale et solidaire** (baisse des inégalités et lutte contre la pauvreté, santé, éducation)
- . pour une **Europe de la vie quotidienne** (consommation et production responsables, sécurité alimentaire)
- . pour une **Europe consciente des grand enjeux environnementaux** (énergie, vie terrestre)

Un échange s'est ensuite engagé entre la ministre et les citoyens, en particulier sur l'interdiction de l'obsolescence programmée, l'enjeu du recyclage, le besoin de traçabilité alimentaire, la baisse de la TVA sur les produits des circuits courts, le durcissement du principe pollueur-payeur, ou encore la proposition d'une police environnementale européenne.

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ

RESTITUTION

Mot d'accueil par Brune Poirson

Après avoir remercié les citoyens et les participants, Brune Poirson a indiqué que l'objectif de transformation de l'Europe ne pouvait se faire entre les quatre murs d'un ministère mais uniquement avec les citoyens, les assurant de son écoute attentive à leurs propositions.

Introduction par Virginie Dumoulin et Laurent Tapadinhas

Virginie Dumoulin a expliqué l'enjeu des Consultations citoyennes sur l'Europe : faire débattre les citoyens et identifier leurs principales sources de préoccupation. Leurs propositions seront présentées au Conseil européen de décembre 2018.

Laurent Tapadinhas a rappelé que le Commissariat général au développement durable joue le rôle de centre d'expertise du ministère sur les méthodologies participatives et pilote l'élaboration de la feuille de route française de l'agenda 2030. Ces deux casquettes légitiment l'idée d'inviter des citoyens à s'exprimer sur leur vision de l'Europe et leurs attentes sous le prisme du développement durable lors des trois ateliers organisés le 9 juin. La restitution d'aujourd'hui est le pendant indispensable de ces ateliers participatifs.



DATE ET HEURE

5 juillet 2018 de 10h à 11h30

LIEU

Hôtel de Roquelaure
246, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

INTERVENANTS

- **Brune Poirson**, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire
- **Laurent Tapadinhas**, adjoint à la commissaire générale au développement durable (MTES)
- **Virginie Dumoulin**, directrice des affaires européennes et internationales (MTES-MCT)
- **Marie Gariazzo**, directrice adjointe du département opinion de l'IFOP

PORTE-PAROLLES

- **Klara Vertot et Christophe Piganeau**, porte-paroles de l'atelier de Bordeaux
- **Juliette Landry et Ali-Kemal Aydin**, porte-paroles de l'atelier de Montreuil
- **Alain Vollot**, porte-parole de l'atelier de Dijon

ANIMATRICE

- **Aida Touihri**, journaliste

PARTICIPANTS

60 personnes issues des réseaux Europe et ODD

Présentation de la méthodologie des ateliers participatifs du 9 juin et de l'analyse qualitative qui en découle (IFOP)

La méthode avait pour objectif de toucher des personnes qui ne se seraient pas forcément impliquées spontanément sur le sujet de l'Europe. Le rapport à l'Europe diffère selon le lieu d'habitation, d'où le choix de constituer des panels issus de territoire rural (à 40 km de Dijon), de banlieue (départements 92, 93 et 94) et de zone urbaine (métropole de Bordeaux).

En termes d'analyse, beaucoup de citoyens ont du mal à se sentir européens au quotidien, même si on observe chez certains jeunes la construction d'une identité européenne. On constate une opacité sur le fonctionnement de l'Europe et une demande forte de pédagogie pour identifier concrètement ce qu'apporte l'Europe au quotidien.

Les premières évocations sur l'Europe de 2030 pendant les ateliers étaient plutôt sombres : montée des conflits, perte de repères, crainte d'une dégradation de l'environnement. Une vision plus positive est ensuite apparue : la prise de conscience qui se fait actuellement donne l'espoir d'une Europe plus verte et plus collective. Aujourd'hui est peut-être un point de rupture : tout dépendra des actions que l'on va mener aujourd'hui.

Le rapport à l'Europe évolue également et l'échelon européen gagne en pertinence sur plusieurs sujets, notamment l'environnement, la question des migrants, du terrorisme ou encore de la cohésion sociale.

En savoir plus : analyse de l'IFOP en document joint

Principales propositions citoyennes

Les citoyens, porte-paroles de leurs groupes de Bordeaux, Dijon, et Montreuil, ont présenté les propositions issues des ateliers à la ministre. Celles-ci concernaient :

- **une Europe sociale et solidaire** (baisse des inégalités et lutte contre la pauvreté, santé, éducation)
- **une Europe de la vie quotidienne** (consommation et production responsables, sécurité alimentaire)
- **une Europe consciente des grands enjeux environnementaux** (énergie, vie terrestre)

La ministre a pu écouter, réagir et échanger avec eux sur chaque proposition, et préciser, quand des actions du gouvernement étaient déjà engagées, de quelle manière elles pouvaient contribuer à leur mise en œuvre.

Concernant la consommation et production responsables, les citoyens considèrent que cela doit être une priorité : leur effet sur l'environnement est direct. Ils proposent une meilleure **traçabilité**, et l'harmonisation des règles, qui devraient par exemple être les mêmes partout en ce qui concerne l'agriculture biologique. Cela doit passer par un meilleur **étiquetage** des produits, mais aussi par une communication plus large.



L'Europe a également son mot à dire sur la durée de vie des produits. Elle doit être plus stricte en **interdisant l'obsolescence programmée** des produits, et en augmentant leur durée de vie (ex : machine à laver). Pour développer les matériaux recyclables, il faut responsabiliser les industriels en les intégrant au processus de recyclage, en les obligeant à penser leur produit de la création au recyclage.

Concernant la sécurité alimentaire, les citoyens considèrent que la production alimentaire doit être suffisante, non seulement en quantité, ce qui est a priori le cas en Europe, mais aussi en qualité, ce qui n'est pas accessible à tous. Il existe chez le consommateur aujourd'hui un besoin de transparence et une envie de consommer local. Une des propositions phares est de **renforcer cette traçabilité alimentaire**, notamment par une information compréhensible par tous sur les produits et les impacts qu'ils peuvent avoir. Une autre manière de favoriser ces pratiques serait de **baisser la TVA** sur les produits de première nécessité et sur les produits provenant des circuits courts.

Sur l'énergie, le constat fait par les citoyens est que nous allons vers un réchauffement climatique et qu'il est urgent d'agir. Toutefois nous avons également besoin d'un minimum de confort : les énergies renouvelables se développent doucement, mais nous ne pouvons pas nous passer immédiatement du nucléaire. Il a été proposé de consommer différemment en investissant dans la recherche et le développement de produits et d'appareils économes en énergie (ex : LED). Il est proposé de **durcir le principe pollueur-payeur** pour les entreprises en le rendant beaucoup plus dissuasif.



Concernant la vie terrestre, les citoyens constatent que la prise de conscience existe sur le respect de la biodiversité mais l'état devient de plus en plus critique. L'éducation et la prévention sont importantes et primordiales. Il faut mettre en place des activités ludiques à destination des jeunes (poubelles sonores par exemple) et augmenter les financements pour les programmes de recherches sur la biodiversité. Il est également important de mettre en place un système de contrôle et des sanctions en aval, avec la création par exemple d'une **police environnementale** au niveau européen.

En savoir plus : les avis citoyens complets sont disponibles dans les restitutions des ateliers de Dijon, Montreuil et Bordeaux.

Échanges avec la salle

Les questions ont porté d'une part sur les priorités des citoyens, et d'autre part sur la méthode employée pour ces ateliers.

Les priorités citoyennes

Les citoyens ont été interrogés sur le thème « consommer durable » et les garanties souhaitées contre l'obsolescence programmée et les aspects sanitaires pour savoir si **un bilan carbone sur l'étiquette des produits** pourrait guider leurs achats. C'est un système qui a trouvé son intérêt auprès des citoyens, notamment après cette expérience qui les a sensibilisés. Les citoyens ne pensent pas en

premier aux conséquences en termes d'émissions de gaz à effet de serre, mais sont très sensibles aux productions locales (plus que biologiques) malgré une différence de prix.

Une participante travaillant sur un programme appelé « les ODD et nous », permettant d'ancrer les ODD dans nos quotidiens, a souligné et remercié le travail réalisé avec des ODD qui peuvent sembler complexes, mais qui pris ensemble ici racontent une histoire et une Europe de demain : « **C'est une source d'inspiration** ».



La méthodologie et les suites apportées

Brune Poirson a répondu à une question posée sur les suites données concrètement à ce travail en précisant que les Consultations citoyennes sur l'Europe (CCE) ne sont pas de la communication. L'objectif est d'aller écouter les citoyens pour qu'ils nourrissent directement les réformes des institutions et qu'on réponde mieux aux attentes. Toutes les propositions seront synthétisées puis analysées par la Commission européenne.

Il s'agit de voir les CCE comme un **diagnostic de l'Europe en temps réel fait par les citoyens** pour pousser l'Europe à s'ouvrir et à se réformer.

Marie Gariazzo de l'IFOP, questionnée sur le format et l'information préalable des participants, a précisé la méthodologie : les ateliers ont duré 4h, et le choix a été fait de ne pas donner trop d'informations préalables aux citoyens car l'objectif était de recueillir leur avis spontané.

Les citoyens ont été interrogés sur ce qu'ils tiraient de leur participation à ces ateliers. Un des constats est que le fait de participer à un débat fait qu'ensuite on est plus sensibilisé au sujet et qu'on s'implique plus. Globalement pendant les ateliers, la population était diverse tant dans les métiers que dans les parcours, et les avis étaient différents aussi, ce qui a permis de découvrir certains aspects de l'Europe. Le fait de débattre est toujours intéressant, et se confronter à d'autres idées permet d'avancer.

« Ce que j'en retire c'est avant tout de l'espoir, nos points de convergence malgré nos différends. » – Christophe Piganeau

« Mes idées ont évolué au bout des 4h, j'ai appris des autres, j'étais très pessimiste sur certaines choses et finalement je me suis dit : s'il y a des gens qui pensent comme ça, peut-être qu'on aura une Europe plus belle et plus unie. » – Klara Vertot

ORGANISATEUR DE L'ACTIVITÉ

Ministère de la Transition écologique et solidaire

Contact : Carole Garnier

Adresse

N° de téléphone :

Raison sociale : État



